



PROLOGUES

Solidarité Nouvelle pour le Logement

RÉHABILITATION ET SURÉLEVATION D'UNE MAISON DE VILLE

10 rue du Docteur Laurent, 75013 Paris

CHARTRE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

Dossier DCE | Octobre 2025

Architectes :

fair

fabrique d'architectures innovantes et responsables
22 rue des Taillandiers, 75011 Paris
T: 06 19 31 80 74 E: ivan@fair.archi

Bureau d'étude thermique :

P-tréma

26, rue Edouard Vaillant 93170 Bagnolet
T : 06 03 19 33 69 E : contact@ptrema.fr

Bureau d'étude structure :

SYRFRA

18 Bis Rue Henri Barbusse 75005 PARIS
T : 07 78 67 06 87 E : n.badart.syrfra@gmail.com

Ce document, joint au dossier de consultation des entreprises, constitue les objectifs contractuels de chantier à faibles nuisances, dont les modalités d'application seront précisées lors de la préparation du chantier.

SOMMAIRE

Chapitre 1 . Définition des objectifs	3
Chapitre 2 . Champ d'action	3
Chapitre 3 . Modalités de mise en place et de signature	3
Chapitre 4 . Politique environnementale du maître d'ouvrage	3
Chapitre 5 . Contrôle et suivi de la démarche.....	4
Chapitre 6 . Respect de la réglementation	6
Chapitre 7 . Organisation du chantier	6
Chapitre 8 . Base vie durable.....	7
Chapitre 9 . Information des riverains du site	8
Chapitre 10 . Information du personnel de chantier	9
Chapitre 11 . Limitation des nuisances causées aux riverains.....	9
Chapitre 12 . Limitation des risques sur la santé du personnel.....	10
Chapitre 13 . Limitation des pollutions de proximité.....	11
Chapitre 14 . Protection de la biodiversité.....	12
Chapitre 15 . Gestion et collecte sélective des déchets.....	12
Chapitre 16 . Pénalités	16
Chapitre 17 . Signatures.....	17
Chapitre 18 . Annexes	17

CHAPITRE 1 . DEFINITION DES OBJECTIFS

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception d'un bâtiment. Si l'on considère le cycle de vie complet d'un bâtiment, la phase de chantier est de courte durée mais, constitue, avec la démolition, une source importante d'atteintes à l'environnement qu'il convient de prendre en compte. L'enjeu de la démarche est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

➤ Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un chantier « à faibles nuisances » sont de :

- limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- limiter les risques sur la santé des ouvriers
- sensibiliser les acteurs au respect de l'environnement
- limiter les pollutions de proximité lors du chantier
- limiter les consommations énergétiques
- limiter la quantité de déchets de chantier, et la mise en CET

CHAPITRE 2 . CHAMP D'ACTION

Cette charte de chantier concerne tous les acteurs du bâtiment : maître d'ouvrage, maître d'œuvre, architecte, entreprises, sous-traitants, éliminateurs déchets.

CHAPITRE 3 . MODALITES DE MISE EN PLACE ET DE SIGNATURE

Section 3.01

Modalités de mise en place

La charte chantier à faibles nuisances fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier. Cette charte de chantier s'imposera au titulaire du marché, à ses co-traitants éventuels et à ses sous-traitants. Les entreprises chiffreront dans leur offre les dispositions contractuelles de la présente charte, même si celles-ci ne sont pas rappelées aux CCTP.

Section 3.02

Signature de la charte chantier à faibles nuisances

La charte chantier à faibles nuisances sera signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage.

CHAPITRE 4 . POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage SNL a pour objectif, à travers cette Charte de Chantier à Faibles Nuisances, de sensibiliser les acteurs de la profession du bâtiment à la prise en compte de l'environnement dans l'acte de construire.

Engagé sur cette opération, il souhaite que les professionnels et opérateurs du bâtiment fédèrent leur démarche environnementale et la rendent cohérente au travers de la signature de cette charte.

La participation des différents signataires de cette Charte montrera leur intérêt et leur adhésion à un changement des pratiques dans le milieu du bâtiment afin d'inscrire cette activité dans la logique du développement durable en faisant progresser le concept de Qualité Environnementale (QE).

CHAPITRE 5 . CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE

Section 5.01

Préparation de chantier

La réussite de l'opération et le bon déroulement du chantier sont assujettis à une bonne préparation avant le début des travaux.

Pendant la phase de préparation de chantier, des réunions de travail seront organisées pour présenter et mettre en place la présente charte. Les installations et le suivi du chantier à faibles nuisances devront être opérationnels dès le début des travaux.

Un calendrier prévisionnel des principales actions, sera alors établi afin d'identifier les étapes clés de l'évolution des travaux et de prévoir en conséquence les grands changements en matière d'organisation du chantier à faibles nuisances (collecte des déchets, réductions des nuisances sonores, trafic, changement du responsable chantier à faibles nuisances...). La fin de la phase gros œuvre constitue une première étape avec des changements logistiques importants qu'il convient d'identifier et de bien prendre en compte.

Section 5.02

Rôle de la maîtrise d'œuvre QE

- FAIR sera le responsable QE de l'équipe de maîtrise d'œuvre. Il sera le correspondant privilégié du RCFN et des responsables environnement entreprise (REE). Il aura pour mission de :
 - Vérifier la conformité de l'intervention des entreprises avec les exigences de la Charte de « Chantier à faibles nuisances »
 - Contrôler le respect des spécificités environnementales et de la conformité des matériaux, produits et composants livrés avec les prescriptions QE
 - Définir avec le Responsable Chantier à Faibles Nuisances (RCFN) la sensibilisation qui sera effectuée auprès des ouvriers
 - Valider les documents (SOGED, livret d'accueil...) créés par le RCFN
 - Définir avec le maître d'ouvrage de la campagne d'information des riverains et des modes de communication.

Section 5.03

Responsable chantier à faibles nuisances (RCFN)

- Un responsable « chantier à faibles nuisances » sera désigné et présent sur toute la durée du chantier. Dans un premier temps, l'entreprise privilégiée pour gérer le chantier à faibles nuisances sera celle dont la présence ou la maîtrise du sujet sera la plus importante, en règle générale le lot Gros Œuvre. Au départ de cette entreprise, la responsabilité du chantier à faibles nuisances sera transférée au lot Electricité ou CVC. Le choix de cette dernière pourra aussi être adapté selon les caractéristiques du chantier.

Le RCFN assurera le contrôle des engagements communs à l'ensemble des entreprises contenues dans la charte « chantier à faibles nuisances », pendant toute la durée du chantier.

Cette mission est assurée soit par un responsable de travaux qui dans ce cas est assisté par son service interne environnement soit par une personne dédiée qui pourra aussi dans ce cas organiser et veiller à la logistique et la sécurité du chantier.

Le RCFN constitue la mémoire vivante de l'application de la Charte Chantier à Faibles Nuisances. Il consignera sur le chantier l'ensemble des documents produits pendant les travaux.

- Dans ce cadre, le RCFN assurera les missions suivantes :

- S'assurer du respect de la présente charte à tous les stades de l'avancement du chantier et de la mise en place de procédure de contrôle.
- Participer à la préparation du chantier environnementale
- Réaliser le PIC chantier à faibles nuisances, la note organisationnelle du chantier à faibles nuisances qui sera présentée et signée par les entreprises ainsi que le SOGED
- Présenter lors de chaque réunion hebdomadaire de chantier, un point sur le déroulement du chantier. Il permettra d'analyser les éventuels incidents environnementaux survenus, les plaintes reçues des riverains, de veiller au tri et à la bonne évacuation des déchets de chantier...Si nécessaire, des actions correctives seront demandées par la maîtrise d'œuvre aux entreprises responsables. Elles devront être réalisées avant la prochaine réunion.

Un paragraphe spécifique au déroulement du chantier à faibles nuisances devra être intégré au compte rendu de chantier.

- Etablir et présenter le bilan de la fiche de suivi de la Qualité Environnementale du chantier (Annexe 3) à l'occasion d'une réunion spécifique mensuelle chantier à faibles nuisances.
- S'occuper de la gestion des déchets : organisation du tri, stockage et suivi de la valorisation et des quantités (bordereau)
- Traiter les remarques extérieures, les consigner sur le registre prévu à cet effet. Veiller à leur prise en compte.
- Organiser et gérer les campagnes de sensibilisations (affichages, signalétiques...)

➤ Il organisera l'accueil des entreprises et notamment :

- La rédaction et la diffusion d'une brochure d'information à chaque intervenant
- L'information et la sensibilisation des responsables environnement des entreprises lors des réunions d'accueil.

➤ Une réunion de capitalisation sera réalisée en fin de chantier pour tirer des enseignements du chantier, auquel participent l'ensemble des intervenants du chantier.

Section 5.04

Responsable environnement entreprise

- Un responsable environnement sera désigné au sein de chaque entreprise. Il est responsable, pour l'entreprise, des engagements contenus dans la charte de chantier à faibles nuisances et de l'information auprès des compagnons. Cette mission peut soit être assurée par le responsable de travaux, ou bien par une personne du service environnement interne à l'entreprise.
- Il sera présent pour la durée de présence de l'entreprise sur le chantier.
- Il sera présent aux réunions concernant la qualité environnementale du chantier : Réunion de présentation du chantier à faibles nuisances, Réunions mensuelles de suivi de la qualité environnementale du chantier et à la réunion de capitalisation.
- Il devra rédiger avant son intervention sur le chantier, le plan chantier à faibles nuisances dans lequel devront être présentés les moyens mis en œuvre pour limiter les nuisances, les pollutions et les déchets.
- Il devra collecter les données environnementales et de sécurité sur les produits et renseigner le tableau de suivi de la qualité environnementale des matériaux et systèmes pendant la phase de préparation de chantier.
- Il devra travailler en relation avec ses fournisseurs, pour limiter la quantité d'emballages, optimiser le conditionnement, réduire les nuisances et pollutions, réduire la quantité de déchets et travailler avec les fabricants pour valoriser les déchets. Il négociera notamment la reprise des chutes de pose pour réintégration à la production des fabricants
- Il devra fournir un estimatif qualitatif et quantitatif des déchets que généreront ses travaux. Ce rapport sera basé sur ces retours d'expériences. Au-delà du matériau, les caractéristiques des déchets types (nature / forme) devront être décrits, même succinctement.

CHAPITRE 6 . RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Les entreprises se conformeront aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs en vigueur dans leur dernière mise à jour à la date de la signature des marchés. Ils concerneront la gestion des déchets de chantier et la réduction des nuisances dues au chantier. Une liste non exhaustive de ces textes est fournie en annexe.

CHAPITRE 7 . ORGANISATION DU CHANTIER

Section 7.01

Propreté du chantier

- Lors de la préparation du chantier, seront définies et délimitées les différentes zones (à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre de chantier) affectées aux:
 - stationnements
 - cantonnements
 - livraison et stockage des approvisionnements
 - livraison du béton
 - Manœuvre des engins de levage
 - tri et stockage des déchets
- Un PIC chantier à faibles nuisances indiquant les différentes zones et précisant les modalités d'organisation sera établi lors de la préparation du chantier par le RCFN.
- Des moyens seront mis à disposition pour assurer la propreté du chantier (bacs de rétention, bacs de décantation, protection par filets des bennes pour le tri des déchets ...).
- Le nettoyage des cantonnements intérieur et extérieur, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, sera effectué régulièrement.

Section 7.02

Stationnement des véhicules du personnel de chantier

- Les intervenants sont invités à accéder au chantier en empruntant les transports en commun proches du site.
- Le stationnement des véhicules du personnel s'effectuera sur la zone prévue à cet effet. Le stationnement sur la voie publique en dehors du chantier est à limiter, afin de limiter les gênes et les nuisances dans les rues voisines.

Section 7.03

Accès des véhicules de livraison

- Le RCFN devra créer des documents et mettre en place la signalétique sur le chantier pour décrire les règles à respecter par les chauffeurs au moment de la livraison (Plan d'accès, vitesse).
- Les entreprises chargées des approvisionnements seront tenues informées de la démarche qualité environnementale du chantier. Les consignes à respecter devront être transmises lors des commandes.
- Les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au riverains.
- Des panneaux indiquant l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison seront mis en place.

Section 7.04

Limites des consommations en ressources épuisables

Les entreprises, dans le cadre de la convention PRO RATA, mettront en place les moyens utiles à l'approvisionnement mesuré en eau et en énergie.

Electricité

- Si possible, des sous-comptages pour l'électricité sont à mettre en place pour suivre la consommation du chantier et des espaces cantonnements.
- L'éclairage provisoire du chantier devra être réalisé à partir de lampes basse consommation.

Eau

- Si possible, des sous-comptages pour l'eau sont à mettre en place pour suivre la consommation du chantier et des espaces de cantonnements.
- Les systèmes de lavage des outils nécessaires au coulage du béton devront être conçus de façon à pouvoir réutiliser l'eau après décantation.
- L'alimentation générale du chantier devra être équipée d'un système de coupure contrôlé par une horloge pour limiter les fuites éventuelles la nuit.
- Les tuyaux d'eau devront être équipés de raccords rapides qui coupent l'eau automatiquement après déconnexion.

Chauffage provisoire de chantier

- Dans la mesure du possible, le chauffage provisoire de chantier est à éviter.
- Dans le cas contraire, les appareils utilisés pour chauffer devront avoir des rendements élevés. Préférer des moyens de production centralisés.
- Avant de chauffer, le bâtiment devra être hors d'air (calfeutrement des gaines ascenseurs, réservations...). Des bâches au niveau des zones de travail seront mises en place si besoin.

CHAPITRE 8 . BASE VIE DURABLE

Un chantier respectueux de l'environnement concerne également la base vie de chantier. Un travail est à faire afin de réduire les consommations énergétiques (chauffage, climatisation, éclairage, eau) et également assurer un confort optimum des usagers. Pour cela il est nécessaire de concevoir et personnaliser la base vie du chantier en tenant compte de toutes les contraintes (situation géographique, surface disponible sur site, besoins, investissement...)

Section 8.01

Conception - Implantation

L'approche bioclimatique accompagne les choix sur l'implantation, l'orientation, la volumétrie des locaux de la base vie afin de bénéficier le plus possible des apports naturels gratuits. Elle doit être prise en compte lors de la réalisation du PIC.

Confort visuel

- L'objectif consiste à assurer la couverture du maximum de besoins par de la **lumière naturelle** afin de limiter les consommations d'éclairage artificiel.
- Les locaux à occupation continue devront avoir vue sur l'extérieur.

Confort acoustique

- Les plafonds des salles de réunion seront traités par des matériaux acoustiques.

Section 8.02**Economies d'électricité**

- Le Responsable Chantier à Faibles nuisances veillera à l'utilisation raisonnée de l'éclairage et des équipements électriques

Section 8.03**Economie de chauffage - climatisation**

- La programmation horaire du chauffage se fera via une horloge (hors gel la nuit et le week-end / réduit la journée...).
- Des brasseurs d'air seront préférés aux climatiseurs.

Section 8.04**Economie d'eau**

- Prévoir un système de coupure général d'eau sur horloge.
- Les appareils sanitaires seront équipés de systèmes permettant de réduire les consommations en eau (aérateurs pour les robinets, chasse 3/6L pour les WC, limiteur de débit pour les douches...).

Section 8.05**Gestion des déchets**

- Des conteneurs bien dimensionnés et signalés doivent être mis en place dans les cantonnements et bureaux pour permettre de faire le tri de manière sélective (emballages, verre, papier).
- Un conteneur pour les piles et cartouches d'imprimantes doivent également être à disposition.
- Fournir des gobelets réutilisables plutôt que jetables.

Section 8.06**Confort des occupants**

- Si besoin, les vestiaires seront équipés d'armoires séchantes intégrant des films rayonnants et une évacuation de l'air humide par extraction. La mise en route de l'horloge se fera automatiquement en fin de journée.

CHAPITRE 9 . INFORMATION DES RIVERAINS DU SITE

- L'information des riverains du site sera du ressort du maître d'ouvrage
- Cependant, une information publique permanente sera affichée sur la démarche environnementale du projet, sur l'organisation du tri des déchets ainsi que sur la gestion des nuisances de chantier. Les coordonnées du Responsable Chantier à faibles nuisances seront présentes sur ce panneau.
- Le RCFN tiendra à dispositions un registre recueillant les remarques émanant de personnes extérieures au chantier (riverains, élus,...). Il devra répondre aux éventuelles remarques ou plaintes.
- Des visites de chantier pourront être demandées par la maîtrise d'ouvrage, à organiser par le responsable chantier à faibles nuisances, pour l'information des riverains.

CHAPITRE 10 . INFORMATION DU PERSONNEL DE CHANTIER

Avant tout travail sur le chantier, tout nouvel intervenant devra être informé du respect des exigences du chantier à faibles nuisances.

- Il est demandé au RCFN d'organiser des réunions d'accueil afin d'assurer la sensibilisation de tout le personnel du chantier. Lors de cette réunion, un livret d'accueil, élaboré et imprimé par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances, validé par FAIR, sera remis.
- Un registre sera signé par chaque personne ayant participé à cette réunion et reçu le livret d'accueil.
- Une réunion de présentation du fonctionnement du chantier à faibles nuisances sera dispensée aux REE et au chef de chantier en début de chantier. Le programme de cette réunion sera établi en coordination avec FAIR.
- A la demande de FAIR, des rappels sur les règles du chantier à faibles nuisances devront être organisés par les responsables environnement entreprise. Un compte rendu sera ensuite transmis à FAIR.
- Le Responsable Chantier à Faibles Nuisances disposera à l'entrée du chantier, sur les lieux de passage et à proximité des cantonnements des panneaux rappelant les consignes à respecter et les principales exigences relatives au bruit et au tri des déchets. Ces panneaux, réalisés par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances, seront maintenus en bon état de propreté durant la totalité du chantier.

CHAPITRE 11 . LIMITATION DES NUISANCES CAUSEES AUX RIVERAINS

Section 11.01

Exigences acoustiques

Le décret n°2006-1099 du 31 août 2006 s'applique aux chantiers de travaux publics ou privés intéressant les bâtiments et leurs équipements, s'ils sont à l'origine d'un bruit particulier de nature, par sa durée, sa répétition ou son intensité à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme dans un lieu public ou privé, quand (Art. R. 1334-36. Du Code de la Santé Publique) :

- Le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes en ce qui concerne soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements;
- L'insuffisance de précautions appropriées pour limiter ce bruit ;
- Un comportement anormalement bruyant.

Ce texte limite également les émergences de niveau sonore à des valeurs comprises entre 3 et 11 dB(A) par rapport au bruit ambiant résiduel, suivant la durée cumulée du bruit perturbateur. La base d'évaluation est le niveau moyen équivalent, Leq, mesuré sur une des périodes de référence.

Cette notion d'émergence ne s'appliquant pas explicitement aux nuisances de chantier, mais dans « l'esprit » de ce texte et en tenant compte de la réalité du chantier et du site du projet, **les niveaux de pression acoustique maximum à ne pas dépasser en limite de propriété dans toutes les directions seront définis pendant la période de préparation de chantier.**

Des niveaux légèrement supérieurs pourront être tolérés en cas de durée d'apparition limitée.

- Le RCFN devra réaliser la synthèse des contraintes et rédiger un plan de prévention bruit dans lequel sera défini le zoning sonore du chantier, les implantations possibles des machines bruyantes, les niveaux de bruit à respecter, les types d'appareils autorisés, les modalités de suivi des niveaux sonores.

- A la demande du maître d'ouvrage, en cas de plainte des riverains par exemple, la mise en place d'un système d'enregistrement des niveaux sonores et des vibrations pourra être demandée aux entreprises, pour contrôler les niveaux sonores.

Section 11.02

Mesures pour limiter le bruit

- Les entreprises utiliseront des matériels spécifiques pour limiter les émissions sonores.
- Utilisation de banches à serrage par clé dynamométrique et non au marteau
- Utilisation de cuve tampon pour stockage d'air comprimé
- Éviter au maximum les reprises au marteau piqueur
- Préférer les engins électriques à ceux qui sont pneumatiques.
- Utiliser des engins insonorisés (Un marteau piqueur insonorisé émet 100 dB(A) contre 130 dB(A) autrement).
- Le doublement des engins et matériels sera privilégié car on réduit les durées d'utilisation en augmentant peu le niveau sonore (3dB(A) environ)
- Des contrôles des niveaux de bruit par sonomètre seront réalisés pendant les phases de travaux bruyants afin de vérifier le respect des exigences acoustiques.

Section 11.03

Limitation des rejets dans l'air

- Les matériels de ponçage et de découpe seront munis d'un aspirateur.
- Les bennes à déchets légers ne permettront pas l'envol de poussières et de déchets (bennes fermées).
- Le déballage des matériaux devra se faire obligatoirement à proximité d'un moyen de collecte interne au chantier ou d'une benne appropriée.
- Les boîtes de réservation en polystyrène sont interdites
- Tout feu est interdit sur le chantier.

CHAPITRE 12 . LIMITATION DES RISQUES SUR LA SANTE DU PERSONNEL

Section 12.01

Niveaux sonores des outils et des engins

- En fonction des caractéristiques du chantier, les entreprises prévoiront :
 - D'éviter au maximum les reprises au marteau piqueur
 - D'utiliser des engins insonorisés
 - D'utiliser au maximum les engins électriques
- Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront limités à 79 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil (ce qui correspond à un niveau de puissance sonore de l'engin à la source de 110 dB[A]).

Section 12.02

Risques sur la santé liés aux produits et matériaux

- Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être

fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions inscrites sur les fiches de données sécurité devront être respectées.

- Préférer les produits en phase aqueuse plutôt que ceux en phase solvant.
- L'utilisation de produits étiquetés : **T+** (très toxique), **T** (toxique) est strictement interdit.
- L'utilisation des produits étiquetés : **Xn** (nocif), **Xi** (irritant), **N** (dangereux pour l'environnement) est à éviter. En l'absence de produits de substitution acceptables, le port des protections individuelles (conformément aux prescriptions mentionnées dans la FDS) est obligatoire.

CHAPITRE 13 . LIMITATION DES POLLUTIONS DE PROXIMITE

Tout rejet dans le milieu naturel de produits polluants est formellement interdit

Section 13.01

Eaux de pluie / eaux usées

- Les eaux usées provenant du chantier pourront être rejetées au réseau communal après décantation pour les eaux de lavage des outils et éléments nécessaire au coulage du béton.

Section 13.02

Eaux de lavage

- **Le chantier se situe dans un milieu particulièrement sensible.** Seront mis en place des bacs de rétention pour le nettoyage des outils le lot gros œuvre. Après une nuit de décantation, chaque matin, l'eau claire sera réutilisée (lavage d'outils, humidification des sols) et le dépôt béton ira dans la benne à gravats inertes. **Il est très important qu'il ne reste plus du tout de laitance dans l'eau clair qui sera réutilisée**
- Mettre en place des matériels de nettoyage des outils permettant la filtration et l'épuration des eaux de lavage avant rejet au réseau d'assainissement. Ce matériel et doit être mis en place par les lots :
 - ⇒ Etanchéité
 - ⇒ Peinture
 - ⇒ Sols souples
 - ⇒ Sols durs
 - ⇒ Cloisons doublages
 - ⇒ Faux plafonds

Les systèmes pour les outils sont des bacs permettant la triple décantation des particules en suspension. Pour la peinture, des systèmes particuliers approuvés par le CSTB devront être mis en place.

Section 13.03

Huiles

- Le rejet d'huiles, lubrifiants, détergents et de tout autre produit de ce type dans le réseau est strictement interdit. Les entreprises prendront les dispositions permettant d'éviter ce type de rejet (récupération et enlèvement par un repreneur agréé pour les huiles usagées notamment).
- L'huile utilisée pour le décoffrage sera PUR VEGETAL selon le classement SYNAD soit 5 gouttes sur les critères suivants :
 - Environnement (biodégradabilité ultime du composé, pas de pollution de l'atmosphère)
 - Santé (pas d'évaporation de COV et 0% de teneur en aromatiques)
 - Sécurité feu (point d'éclair > 100°C)

La concentration en huile ou en solvant végétal doit être supérieure à 95%.

Ex : OLAXIM BIO 6 de AXIM, DECOFFRE PUR VEGETAL de SIKA, PIERI DECOBIO C13 de GRACE PIERI,

DEM ECO 1 et 3 de CRYSO, BIOPROTEC ou DEMOULUX VG 6 ou MOULDOL BIO 400 de FOSROC

Les quantités mises en œuvre seront limitées au strict nécessaire.

Section 13.04

Stockage des produits polluants

- Le stockage des produits polluants (hydrocarbure, huile...) devra obligatoirement se faire sur des bacs de rétention couverts. Les cuves à double fond doivent également être installées sur des bacs de rétention afin d'éviter la pollution des sols lors du remplissage et du pompage dans la cuve.

Section 13.05

Rejets accidentels

- Le responsable « chantier à faibles nuisances » s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier d'un kit de dépollution (traitement des déversements accidentels) et d'une bâche étanche mobile. Il sera formé à son utilisation et établira une fiche de non-conformité en cas d'utilisation qui sera transmise à FAIR.
- Les sols souillés par des produits polluants seront évacués vers un lieu de traitement agréé.

CHAPITRE 14 . PROTECTION DE LA BIODIVERSITE

Section 14.01

Protection des arbres à conserver

Des protections seront mises en place autour des arbres à conserver sur le site. On prévoira une protection d'un rayon d'1m minimum autour du tronc.

CHAPITRE 15 . GESTION ET COLLECTE SELECTIVE DES DECHETS

Section 15.01

Normes et réglementation

Les entreprises se conformeront aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs actuellement en vigueur dans leur dernière mise à jour à la date de la signature des marchés concernant la gestion des déchets de chantier (cf. annexe).

Section 15.02

Responsabilité

Chaque entreprise a la responsabilité du ramassage, du tri et de l'acheminement des déchets qu'elle génère vers les bennes de tri disposées sur le chantier, y compris des déchets d'emballage. Les frais engendrés pour le traitement des déchets (location de bennes, enlèvement, tri, traitement) feront partie des dépenses communes du chantier.

Section 15.03

Collecte sélective des déchets

- Les déchets doivent être collectés et triés de manière sélective sur le chantier, selon les opportunités locales de collecte et de valorisation.
- Les déchets restant en mélange doivent être orientés vers un centre de tri extérieur, à condition que la performance du tri et de valorisation soit satisfaisante.

- Typologies des déchets à trier :
 - Déchets inertes (béton, ciment, maçonnerie, briques...)
 - Déchets bois (traité ou non)
 - Déchets ferraille
 - Déchets d'emballages (papier carton)
 - Déchets plâtre / polystyrène/ faux plafonds (partenariat avec les industriels)
 - Déchets industriels banals (non valorisables)
 - Déchets industriels spéciaux (un conteneur pour les déchets solides et un conteneur pour les déchets liquides)
- Il pourra être mis en place selon l'avancement du chantier, et à la demande des entreprises une ou des benne(s) supplémentaire(s) pour trier des déchets en particuliers (plâtre, dalles de faux plafonds...). La responsabilité du tri dans ces bennes sera du ressort de l'entreprise.
- Les modalités de collecte des déchets seront précisées dans le SOGED rédigé par le RCFN en collaboration avec le prestataire déchets, les REE et FAIR. Elles comporteront :
 - des aires décentralisées de collecte à proximité immédiate de chaque zone de travail
 - le transport depuis ces aires décentralisées jusqu'aux aires centrales de stockage, et notamment le déplacement vertical pour éviter qu'ils ne soient "jetés" en façade et/ou mélangés.
 - des aires centrales de stockage
 - Des zones de stockage en vue du réemploi sur site : cloisons amovibles, restes de bois, de plâtre, de câble, ...
 - Des zones de stockage pour réutilisation des matériaux par des acteurs extérieurs (ressourceries, fablabs, associations, artistes)

Section 15.04

Schéma d'Organisation de la GEstion des Déchets (SOGED)

- Le Responsable Chantier à Faibles Nuisances fournira, avant le début du chantier, aux différentes entreprises, ainsi qu'à leurs éventuels sous-traitants, les informations indispensables et nécessaires (sous forme de réunion d'information, plaquettes et affiches explicatives ...) pour que le tri des déchets s'effectue conformément aux prescriptions de la présente charte. Ces éléments seront consignés dans le classeur du chantier.
- Le RCFN devra en phase préparation du chantier, rédiger le Schéma d'Organisation de la GEstion des Déchets (SOGED). Celui-ci comprendra notamment :
 - La sélection des prestataires en charge de l'évacuation et du traitement des déchets
 - La définition précise des déchets admissibles par filière d'élimination
 - Le pourcentage et le type valorisation des déchets
 - La liste des centres de valorisation dans un périmètre de 50 km : A trouver sur <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/>
 - L'identification des chantiers à proximité, pour échange de matériaux

Le RCFN devra à l'échelle du chantier :

- Définir le nombre, la nature, la localisation des conteneurs pour la collecte des déchets, leur condition de manutention (grue, monte-charge, camion) en tenant compte de l'évolution du chantier et des flux de déchets générés dans le temps et l'espace
- Prévoir les dispositions adaptées pour la collecte intermédiaire, tels que conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes permettant le tri ...
- L'information des compagnons sur le chantier par panneaux

Cette procédure sera soumise au visa de la maîtrise d'œuvre.

- En complément des prestations décrites ci-dessus, le Responsable Chantier à Faibles Nuisances aura à prévoir :
 - La réalisation et l'entretien de(s) plate(s)-forme(s) de regroupement(s) des déchets, permettant de recevoir les différentes bennes et conteneurs
 - La mise à disposition de bennes répertoriées par classe de déchets, permettant le tri sélectif sur le site du chantier

- La mise en place d'une logistique de tri, par une signalisation appropriée, claire et durable.
- La mise en place d'une procédure de suivi du remplissage des bennes, afin d'optimiser les rotations
- La recherche de filières adaptées pour une valorisation optimale des déchets (analyse des coûts comparés des solutions de valorisation ou d'élimination)
- La recherche de filières de réemploi à proximité.

Section 15.05

Limitation des volumes et quantités de déchets

- Réflexion sur le système constructif (composants préfabriqués / assemblage en atelier...). D'une manière générale, la préfabrication permet la limitation des quantités de déchets et devra être privilégiée.
- Les gravats de béton seront réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup.
- Commande d'éléments découpés en usine pour limiter les chutes sur le chantier. Les isolants, plaques de plâtre, rails, sols souples, parements, réseaux seront notamment concernés.
- Les matériaux de protections des ouvrages neufs seront issus du réemploi. Dans le cas d'un chantier de rénovation, les sols souples déposés seront conservés (si non dangereux, cf. amiante) pour la protection des ouvrages neufs en cours de chantier. Des cartons d'emballage peuvent être conservés pour la protection des radiateurs ou autres installation de CVC PLB...
- Les chevalets de transport (menuiseries, éléments de façades) seront en métal ou bois, et systématiquement consignés.
- Les palettes utilisées pour le transport seront systématiquement consignées. Elles devront être en bois, traitées par un procédé non chimique.
- Les tourets d'électricien devront être systématiquement consignés. Ils seront en bois, traités par un procédé non chimique.
- Les réservations en plastique (boîtes et mannequins) seront proscrites, sauf contrainction technique. Privilégier le bois ou le métal. Les réservations en polystyrène sont proscrites. Les réservations seront réutilisées d'un étage / d'une zone à l'autre en cas de trame répétitive.
- Les chutes de bois seront limitées par la généralisation de coffrages métalliques. Les coffrages en polystyrène sont proscrits. Les coffrages bois seront réutilisés d'un étage / d'une zone à l'autre en cas de trame répétitive. Le bois massif sera privilégié par rapport aux matériaux composites.
- Une optimisation des modes de conditionnement sera réalisée entre les fournisseurs et les entreprises afin de limiter les pertes et les chutes.
- Une optimisation des emballages sera réalisée entre les fournisseurs et les entreprises afin de les limiter:
 - Eviter les modes d'emballage difficilement recyclables, type plastiques et matériaux composites.
 - Livraison en VRAC à minima pour les petits équipements type CVC CFO CFA Plomberie, en évitant les emballages individuels.
 - Conditionnement en gros volumes (cuves, fûts...) équipés d'un robinet / d'une pompe de soutirage pour les liquides et pâtes, et demander à ce qu'ils soient consignés, ceux-ci étant généralement assez solides pour être réutilisés
 - Eviter les cartons pour le transport : Les caisses consignées (parfois pliables) seront à privilégier.
 - Particules et profilés de calage : Préférer les matériaux compostables type mousses d'amidon / mycéliums aux matériaux issus de l'industrie pétrochimique (polystyrènes / polyuréthanes...)

Section 15.06

Valorisation des déchets

L'objectif de la collecte est de favoriser la valorisation des déchets du chantier (réutilisation, recyclage, valorisation énergétique), de limiter la mise en CET aux seuls déchets résiduels non valorisables.

Un minimum de 70 % de déchets doit être valorisé (rapport à la masse totale des déchets générés sur chantier). Les calculs de taux de valorisation basés sur le taux global de valorisation des centres de tri ne seront pas recevables, et ne pourront en aucun cas se substituer au calcul de taux de valorisation propre au chantier. Les justifications sont collectées par le responsable chantier à faibles nuisances. De plus, la « valorisation matière » devra être au minimum de 60% et la « valorisation énergie ne pas dépasser 10% de la masse totale des déchets

- La réutilisation des matériaux sur site, mais aussi par des acteurs extérieurs (ressourceries, fablabs, associations, artistes) devra prioritairement être étudiée.
- L'obligation de collecte, du tri complémentaire et d'acheminement vers les filières de valorisation, à l'échelle locale, pour les déchets suivants :
 - Bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage
 - Déchets métalliques : ferrailleur
 - Bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités
 - Déchets verts : compostage
 - Plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première ou incinération
 - Peintures et vernis : tri et incinération
- Seuls les déchets résiduels non valorisables, et non réutilisables, seront acheminés vers le Centre d'Enfouissement Technique (CET) adapté au type de déchet.

Section 15.07

Traçabilité

- L'ensemble des déchets sortant du chantier doivent être accompagnés de bordereau de suivi des déchets afin de s'assurer de leurs destinations.

L'ensemble des bordereaux d'évacuation des déchets seront collectés par le responsable de chantier à faibles nuisances et transmis périodiquement à FAIR.

- Les informations suivantes devront obligatoirement être renseignées sur chaque bordereau :
 - Type de déchets
 - Poids
 - Qualité du tri
 - Refus ou déclassement de la benne
 - Taux de remplissage (1/2, 3/4,...)
 - Exutoire final
 - Type de valorisation
- Un bilan mensuel des déchets produits devra accompagner la fiche de suivi de la qualité environnementale du chantier, à savoir :
 - Reporting mensuel regroupant la date d'enlèvement, le type de déchet, le poids et volume, le numéro du bordereau correspondant
 - Bordereaux de suivi des déchets
 - Le pourcentage de valorisation mensuelle, si les déchets sont triés sur une plate forme externe
- Les quantités de déchets évacués et valorisés seront affichées à côté des bennes et mises à jour régulièrement

CHAPITRE 16 . PENALITES

- Le non-respect des engagements contenus dans la présente charte engendrera automatiquement l'application des pénalités spécifiques suivantes :

Non-respect des exigences de la charte chantier à faibles nuisances concernant la gestion des déchets	1000 € HT/infraction
Non-respect des exigences de la charte chantier à faibles nuisances concernant les nuisances et pollutions	500 € HT/infraction
Absence aux réunions spécifiques HQE	300 € HT/infraction
Non-production des documents de suivi de la qualité environnementale du chantier (carnet de bord)	300 € HT/document

- La maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre se réserve le droit de faire intervenir une entreprise de nettoyage au frais du responsable chantier à faibles nuisances au-delà de 48h d'inaction après signification d'un écart concernant la propreté du chantier.

CHAPITRE 17 . SIGNATURES

- Chaque signataire de la présente charte a reçu un exemplaire avec les annexes et s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour observer ces prescriptions.

Fait en un seul original

A

Le

Mention(s) manuscrite(s) "Lu et approuvé",
signature(s) et cachets de l'(des) entrepreneur(s)

Le mandataire du maître d'ouvrage

Le titulaire (le représentant de l'entreprise)

CHAPITRE 18 . ANNEXES

Annexe 1 : BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT

Annexe 2 : TEXTES REGLEMENTAIRES

Annexe 3 : FICHE DE SUIVI DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER

BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT

DIB, DD, Déchets inertes.

Bordereau n°

1. Description de l'opération.

Nom du chantier :

Adresse :

Maître d'œuvre :

Représentant :

Tél :

2. Entreprise.

Dénomination de l'entreprise :

Adresse :

Représentant :

Tél :

Date :

Cachet et Visa :

Désignation du déchet	<input type="checkbox"/> bois	<input type="checkbox"/> papier / carton	<input type="checkbox"/> métaux non-ferreux	<input type="checkbox"/> r	<input type="checkbox"/> fe	<input type="checkbox"/> plâtre	<input type="checkbox"/> béton / maçonnerie (DI)	<input type="checkbox"/> autres DIB	<input type="checkbox"/> DD solides	<input type="checkbox"/> DD liquides
Destination du déchet	DD		DIB et Déchets inertes							
	<input type="checkbox"/> CET I		<input type="checkbox"/> Valorisation énergétique (biomasse, UIOM, cimenterie, etc.) (à préciser).							
	<input type="checkbox"/> Autre usine de traitement (à préciser)		<input type="checkbox"/> Valorisation matière (recyclage, réutilisation, etc.) (à préciser).							
			<input type="checkbox"/> CET II				<input type="checkbox"/> CET III			
Désignation du contenant	Type de contenant :			Nombre :	Capacité :	Taux de remplissage				
						<input type="checkbox"/> 1/2	<input type="checkbox"/> 3/4	<input type="checkbox"/> Plein		

3. Collecteur-Transporteur

Nom du collecteur-transporteur :

Adresse :

Représentant :

Tél :

Date :

Cachet et Visa :

4. Eliminateur

Nom de l'éliminateur	Adresse de destination (lieu de traitement) :			Quantité reçue (tonnes)	
Qualité du déchet	<input type="checkbox"/> BON	<input type="checkbox"/> MOYEN	<input type="checkbox"/> MAUVAIS	<input type="checkbox"/> REFUS DE LA BENNE	
		Motif :	Motif :	Motif :	

TEXTES REGLEMENTAIRES

Textes réglementaires

- La liste des textes réglementaires n'est donnée qu'à titre d'information. Elle n'est pas exhaustive et il convient donc à l'entreprise de vérifier la dernière réglementation en vigueur.
- Réglementation du chantier
 - Code du Travail relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers ;
 - Arrêté du 22 mai 2006 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinées à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
 - Décret n°77-254 du 8 mars 1977 relatif au déversement des huiles et lubrifiants neufs ou usagés dans les eaux superficielles, souterraines et de mer ;
 - Décret n°79-981 du 21 novembre 1979 concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées ;
 - Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 (modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux) ;
 - Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;
 - Décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
 - Décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation ;
 - Code de la Santé Publique. Décret n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage ;
 - Décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
 - Arrêtés du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier ;
 - Directive no 2003/10/CE du 6 février 2003 relatif aux prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques
- Réglementation sur le bruit des engins de chantier
 - Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 dite « Loi Bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit (un arrêté devant encadrer la production de bruit sur les chantiers et fixant des limites réglementaires est en préparation au Ministère de l'Environnement).
 - Décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage. Les sanctions prévues par ce décret peuvent être prises à l'encontre de l'entreprise, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains. Les conséquences pécuniaires de ces sanctions sont entièrement à la charge de l'entrepreneur sanctionné.
 - Arrêtés du 12 mai 1997 ou arrêtés du 02 janvier 1986 et du 18 septembre 1987 pour les matériels mis sur le marché avant l'entrée en vigueur de ces textes, obligeant notamment à l'étiquetage des performances acoustiques des matériels de chantier homologués
 - Arrêté du 1^{er} avril 1972 relatif aux bruits aériens des moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantiers et bruits aériens des groupes moto compresseurs ;
 - Arrêté du 4 novembre 1975 relatif aux brise-béton et marteaux piqueurs ;
 - Arrêté du 26 novembre 1975 relatif aux groupes électrogènes de soudage ;

TEXTES REGLEMENTAIRES

- Arrêté du 10 décembre 1975 relatif aux groupes électrogènes de puissance, remplacé à compter du 26 mars 1986 par des arrêtés du 2 janvier 1986 ;
- Arrêtés du 2 janvier 1986 et du 13 janvier 1988 relatifs aux grues à tour ;
- Arrêté du 18 septembre 1987 relatif aux engins de terrassement.

➤ Réglementation sur les déchets

- Codes de l'Environnement, de l'Urbanisme, du Travail ;
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et récupération des matériaux ;
- Loi n° 76-633 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets et installations classées pour la protection de l'environnement ;
- La loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Le décret du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages industriels et commerciaux ;
- Le décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- Circulaire du Ministère de l'Environnement du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- Les règles de sécurité éditées par le Ministère du Travail ;

FICHE DE SUIVI DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER

7. Organisation du chantier	Actions menées	Entreprise	Date d'exécution
7.01 : Propreté du chantier			
7.02 : Stationnement des véhicules du personnel de chantier			
7.03 : Accès des véhicules de livraison			
7.04 : Limiter les consommations de ressources			

8. Base vie	Actions menées	Entreprise	Date d'exécution
8.01 : Conception - Implantation			
8.02 : Performance thermique de l'enveloppe			
8.04 : Economie d'électricité			
8.05 : Economie de chauffage – climatisation			
8.06 : Economie d'eau			
8.07 : Gestion de déchets			
8.08 : Confort des occupants			

9. Information des riverains du site	Actions menées	Entreprise	Date d'exécution
Information des riverains du site			

10. Information du personnel de chantier	Actions menées	Entreprise	Date d'exécution
Information du personnel de chantier			

11. Limitation des nuisances causées aux riverains	Actions menées	Entreprise	Date d'exécution
11.02 : Limitation des niveaux acoustiques			
11.03 : Mesures pour limiter le bruit			
11.04 : Limitation des rejets dans l'air			

FICHE DE SUIVI DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER

12. Limitation des risques sur la santé du personnel	Actions menées	Entreprise	Date d'exécution
12.01 : Niveaux sonores des outils et des engins			
12.02 : Risques sur la santé liés aux produits et matériaux			

13. Limitations des pollutions de proximité	Actions menées	Entreprise	Date d'exécution
13.01 : Eaux de pluie / Eaux usées			
13.02 : Eaux de lavage			
13.03 : Huiles			
13.04 : Rejets accidentels			

14. Gestion et collecte sélective des déchets	Actions menées	Entreprise	Date d'exécution
14.03 : Collecte sélective des déchets			
14.04 : SOGED			
14.05 : Limitation des volumes et quantités de déchets			
14.06 : Valorisation des déchets			
14.07 : Traçabilité			

FICHE DE SUIVI DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER

Bilan mesures sonores

Zone de mesure	Mesure haute	Mesure moyenne	Mesure en limite de chantier

Bilan déchets

Nature des déchets	DIB	Inertes	Ferrailles	Papier/Carton	Bois	DD
Tonnage						
% Valorisation						

Total déchets zone chantier		T
Total % Valorisation		%

Bilan énergie

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Eau	Chantier						
	Cantonnement						
Electricité	Chantier						
	Cantonnement						

Reportage photographique

XXX	XXX	XXX	XXX	XXX
XXX	XXX	XXX	XXX	XXX